

UMICORE

Société anonyme

ayant son siège social à Bruxelles (1000 Bruxelles), rue du Marais, 31
Arrondissement judiciaire de Bruxelles
Numéro d'entreprise 0401.574.852
Registre des personnes morales

* * *

Constituée suivant acte du notaire Edouard Van Halteren, à Bruxelles, du sept juillet mil neuf cent quatre, publié aux Annexes au Moniteur belge des vingt-deux et vingt-trois juillet mil neuf cent quatre, sous le numéro 3899.

Dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Damien Hissette, notaire associé à Bruxelles, du 26 septembre 2014, publié aux Annexes au Moniteur belge le 22 octobre suivant sous les numéros 14192963 et 14192964.

**APPROBATION D'UNE CLAUSE DE CHANGEMENT DE CONTROLE
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION RELATIVE AU CAPITAL
AUTORISE
MODIFICATION DES STATUTS**

L'AN DEUX MILLE SEIZE

Le vingt-six avril

Au siège social,

Devant Damien HISSETTE, notaire associé à Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale spéciale et extraordinaire des actionnaires de la société anonyme UMICORE, ayant son siège social à Bruxelles (1000 Bruxelles), rue du Marais, 31.

-* Bureau *-

La séance est ouverte à 18 heures 30 minutes sous la présidence de Monsieur Thomas LEYSEN, domicilié à 2020 Antwerpen, Dennenlaan 9A.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Géraldine NOLENS, domicilié à 1040 Etterbeek, boulevard Saint-Michel 54.

Le Président choisit comme scrutateurs Monsieur André MIRZAN, domicilié à Ixelles, avenue Louise 505 et Monsieur Richard BROUCKMANS, domicilié à 4032 Chênée, Place Joseph Willem 11 boîte 93.

-* Composition de l'assemblée *-

Sont présents ou représentés à l'assemblée les actionnaires dont l'identité, ainsi que le nombre de voix dont chacun d'eux est titulaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée, laquelle a été signée par tous les



Van Halteren
Notaires
Associés

SCCRL-RPM
TVA-BTW BE
0542.505.756

Rue de Ligne 13
1000 Bruxelles

actionnaires ou porteurs de procuration présents, les membres du bureau et le notaire.

Les procurations y mentionnées demeureront ci-annexées.

-* Exposé préalable *-

Il est exposé :

I. Ordre du jour.

Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

A. Assemblée générale spéciale

1. Approbation d'une clause de changement de contrôle.

Proposition de décision :

- Conformément à l'article 556 du Code des sociétés, approbation de l'article 7.2 du contrat de facilité de crédit renouvelable (« revolving facility agreement ») du 30 octobre 2015 entre Umicore (en qualité d'emprunteur) et plusieurs établissement financiers (en qualité de prêteurs), laquelle disposition libère les prêteurs de leur obligation de financement (sauf dans le cadre de crédits renouvelables) et leur donne le droit, sous certaines conditions, de mettre unilatéralement fin à leurs engagements sous cette convention, ce qui aurait pour effet de rendre tous montants (montant principal, intérêts échus et autres montants) dans lesquels ils participent, immédiatement exigibles et payables, dans l'hypothèses où une personne ou un groupe de personnes agissant de concert acquerrai(en)t le contrôle sur Umicore.

B. Assemblée générale extraordinaire

1. Renouvellement des pouvoirs du conseil d'administration dans le cadre du capital autorisé.

- a. Rapport du conseil d'administration conformément à l'article 604 du Code des sociétés indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles le conseil d'administration pourra utiliser le capital autorisé ainsi que les objectifs poursuivis dans ce contexte.
- b. Proposition de supprimer le capital autorisé existant et de conférer de nouveaux pouvoirs au conseil d'administration aux fins d'augmenter le capital.

Proposition de décision :

- L'assemblée générale décide de supprimer l'autorisation actuelle, telle que conférée au conseil d'administration le 26 avril 2011. Elle décide de conférer de nouveaux pouvoirs au conseil d'administration aux fins d'augmenter le capital de la société en une ou plusieurs fois d'un montant maximum d'EUR 50.000.000 pour une durée de cinq ans. L'assemblée décide dès lors de remplacer le texte de l'article 6 des statuts (« capital autorisé ») par les dispositions suivantes :

“Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2016, le conseil d'administration est autorisé, pour une période de cinq ans à dater de la publication aux annexes au Moniteur belge de la décision précitée, à augmenter le capital



social à concurrence d'un montant maximum d'EUR 50.000.000 (cinquante millions d'euros) selon les modalités qu'il définira.

Le conseil peut réaliser cette augmentation en une ou plusieurs fois, tant par apports en numéraire que, sous réserve des restrictions légales, par apports en nature, ainsi que par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de titres nouveaux. Ces augmentations peuvent donner lieu à l'émission d'actions avec droit de vote, d'obligations convertibles, ainsi que de droits de souscription ou autres valeurs mobilières, attachés ou non à d'autres titres de la société ou attachés à des titres émis par une autre société. Le conseil peut décider que les titres nouveaux revêtiront la forme nominative ou dématérialisée.

Le conseil peut, à cette occasion, limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires, dans l'intérêt social et moyennant le respect des conditions légales, en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, qui le cas échéant ne sont pas membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Si l'augmentation de capital comporte une prime d'émission, le montant de cette prime sera affecté à une réserve indisponible dénommée « prime d'émission » dont elle ne pourra être extraite en tout ou en partie que pour être incorporée au capital, le cas échéant par une décision du conseil d'administration faisant usage de l'autorisation que lui confère le présent article, ou pour être réduite ou supprimée par une décision de l'assemblée générale conformément à l'article 612 du Code des sociétés."

2. Suppression des strips VVPR.

Proposition de décision:

L'assemblée générale constate que tous les droits attachés aux strips VVPR ont cessé d'exister à la suite de la modification de la législation fiscale belge et décide dès lors de formellement annuler les 26.694.065 strips VVPR que la société avait émis dans le passé.

II. Convocations.

Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article 533 du Code des sociétés par des annonces insérées dans :

- le Moniteur belge du 25 mars 2016 ;
- les journaux "L'Echo" et "De Tijd" du 26 mars 2016.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs.

Que les actionnaires en nom, les administrateurs et le commissaire ont en outre été convoqués par lettre leur adressée le 25 mars 2016, lettre dont une copie est déposée sur le bureau.

III. Quorum.

Que, pour pouvoir délibérer valablement sur le point B.1 à l'ordre du jour, l'assemblée doit réunir au moins la moitié du capital. Aucun quorum de présence n'est imposé pour les points A.1 et B.2 à l'ordre du jour.

Que, conformément à l'article 543 du Code des Sociétés, en considération de la détention de trois millions trois cent quatre-vingt mille sept



cent neuf (3.380.709) actions propres par UMICORE, seules cent huit millions six cent dix-neuf mille deux cent nonante et une (108.619.291) actions sur les cent douze millions (112.000.000) actions existantes entrent en compte pour la détermination des conditions de présence.

Qu'il résulte de la liste de présence annexée au présent procès-verbal que sur les 108.619.291 actions, la présente assemblée en représente 66.181.486 sous la forme d'actions nouvelles après regroupement et division, soit un total de 132.362.972 voix, soit plus de la moitié.

IV. Droit de vote - Majorité.

Que, conformément aux statuts et à l'article 541 du Code des sociétés, chaque action donne droit à deux (2) voix et chaque moitié d'action à une (1) voix.

Que, conformément à l'article 63 du Code des sociétés, pour être valablement prises, les résolutions sur les points A.1 et B.2 de l'ordre du jour doivent réunir une majorité simple des voix.

Que, conformément à l'article 558 du Code des sociétés, pour être valablement prise, la résolution sur le point B.1 de l'ordre du jour doit réunir une majorité de trois quarts des voix.

V. Admission à l'assemblée.

Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés à l'article 17 des statuts relatif aux formalités d'admission aux assemblées.

VI. Vote par correspondance.

Que les actionnaires peuvent voter par correspondance en vertu de l'article 19 des statuts. Ce vote par correspondance doit être effectué au moyen du document établi par Umicore.

Les formulaires de vote par correspondance demeureront ci-annexés.

VII. Rapport. - Renouvellement du capital autorisé

Que le conseil d'administration a établi un rapport en application de l'article 604 du Code des sociétés.

Un exemplaire de ce rapport restera ci-annexé

VIII. Validité de l'assemblée.

Que, par conséquent, la présente assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée reconnaît l'exactitude de cet exposé et, à l'unanimité, se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer.

IX. Questions.

Le Président et les administrateurs présents répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet des points à l'ordre du jour.

-* Résolutions *-

Ensuite, après un exposé sur les propositions à l'ordre du jour, le Président soumet à l'adoption de l'assemblée les résolutions suivantes :



PREMIERE RESOLUTION - Approbation d'une clause de changement de contrôle

Conformément à l'article 556 du Code des sociétés, l'assemblée générale approuve l'article 7.2 du contrat de facilité de crédit renouvelable (« revolving facility agreement ») du 30 octobre 2015 entre Umicore (en qualité d'emprunteur) et plusieurs établissements financiers (en qualité de prêteurs), laquelle disposition libère les prêteurs de leur obligation de financement (sauf dans le cadre de crédits renouvelables) et leur donne le droit, sous certaines conditions, de mettre unilatéralement fin à leurs engagements sous cette convention, ce qui aurait pour effet de rendre tous montants (montant principal, intérêts échus et autres montants) dans lesquels ils participent, immédiatement exigibles et payables, dans l'hypothèse où une personne ou un groupe de personnes agissant de concert acquerrai(en)t le contrôle sur Umicore.

Délibération.

Le nombre de votes exprimés pour cette résolution s'élève à 132.362.972.

Conformément à l'article 24 des statuts, le nombre d'actions (après regroupement) pour lesquelles un vote a ainsi été valablement exprimé est deux fois inférieur, ce qui représente 100% du capital existant à l'ouverture de l'assemblée.

Compte tenu des abstentions et votes contre formulés dans certaines procurations et votes par correspondance, cette résolution est adoptée par 126.503.126 voix pour, 5.136.256 voix contre et 723.590 abstentions.

DEUXIEME RESOLUTION - Renouvellement des pouvoirs du conseil d'administration dans le cadre du capital autorisé.

L'assemblée décide de supprimer l'autorisation actuelle, telle que conférée au conseil d'administration le 26 avril 2011. Elle décide de conférer de nouveaux pouvoirs au conseil d'administration aux fins d'augmenter le capital de la société en une ou plusieurs fois d'un montant maximum d'EUR 50.000.000 pour une durée de cinq ans. L'assemblée décide dès lors de remplacer le texte de l'article 6 des statuts (« capital autorisé ») par les dispositions suivantes :

« Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2016, le conseil d'administration est autorisé, pour une période de cinq ans à dater de la publication aux annexes au Moniteur belge de la décision précitée, à augmenter le capital social à concurrence d'un montant maximum d'EUR 50.000.000 (cinquante millions d'euros) selon les modalités qu'il définira.

Le conseil peut réaliser cette augmentation en une ou plusieurs fois, tant par apports en numéraire que, sous réserve des restrictions légales, par apports en nature, ainsi que par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de titres nouveaux. Ces augmentations peuvent donner lieu à l'émission d'actions avec droit de vote, d'obligations convertibles, ainsi que de droits de souscription ou autres valeurs mobilières, attachés ou non à d'autres titres de la société ou attachés à des titres émis par une autre société. Le conseil peut décider que les titres nouveaux revêtiront la forme nominative ou dématérialisée.

Le conseil peut, à cette occasion, limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires, dans l'intérêt social et moyennant le respect des conditions légales, en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, qui le cas échéant ne sont pas membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Si l'augmentation de capital comporte une prime d'émission, le montant



de cette prime sera affecté à une réserve indisponible dénommée « prime d'émission » dont elle ne pourra être extraite en tout ou en partie que pour être incorporée au capital, le cas échéant par une décision du conseil d'administration faisant usage de l'autorisation que lui confère le présent article, ou pour être réduite ou supprimée par une décision de l'assemblée générale conformément à l'article 612 du Code des sociétés.»

Délibération.

Le nombre de votes exprimés pour cette résolution s'élève à 132.362.972.

Conformément à l'article 24 des statuts, le nombre d'actions (après regroupement) pour lesquelles un vote a ainsi été valablement exprimé est deux fois inférieur, ce qui représente 100% du capital existant à l'ouverture de l'assemblée.

Compte tenu des abstentions et votes contre formulés dans certaines procurations et votes par correspondance, cette résolution est adoptée par 129.847.672 voix pour, 2.515.300 voix contre et aucune abstention.

TROISIEME RESOLUTION – Suppression des strips VVPR

L'assemblée générale constate que tous les droits attachés aux strips VVPR ont cessé d'exister à la suite de la modification de la législation fiscale belge et décide dès lors de formellement annuler les 26.694.065 strips VVPR que la société avait émis dans le passé.

Délibération.

Le nombre de votes exprimés pour cette résolution s'élève à 132.362.972.

Conformément à l'article 24 des statuts, le nombre d'actions (après regroupement) pour lesquelles un vote a ainsi été valablement exprimé est deux fois inférieur, ce qui représente 100% du capital existant à l'ouverture de l'assemblée.

Compte tenu des abstentions et votes contre formulés dans certaines procurations et votes par correspondance, cette résolution est adoptée par 132.362.972 voix pour, aucune voix contre et aucune abstention.

-* Pouvoirs *-

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Stéphanie Ernaelsteen et Madame Anne-Catherine Guiot, agissant séparément, avec pouvoir de subdélégation, pour coordonner les statuts conformément aux décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires, ainsi que d'accomplir toutes les formalités nécessaires pour la mise à jour du dossier de la société auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et d'effectuer toutes publications nécessaires suite auxdites décisions.

-* Droit d'écriture *-

Le droit d'écriture (Code des droits et taxes divers) s'élève à nonante-cinq euros (95 EUR) et est payé sur déclaration par le notaire soussigné.



-* Identités des comparants *-

Les identités et domiciles des comparants qui ne sont pas connus du notaire ont été établis au vu de leur carte d'identité ou de leur passeport.

-* Clôture *-

Le Président constatant que l'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 18 heures 40 minutes.

DONT PROCES-VERBAL

Passé aux lieu et place indiqués ci-avant.

Après lecture intégrale et commentée, les membres du bureau et les membres de l'assemblée qui en ont exprimé le souhait, ont signé avec le notaire.

(Suit le texte néerlandais)



UMICORE

naamloze vennootschap
met zetel te Brussel (1000 Brussel), Broekstraat, 31.
Gerechtelijk arrondissement Brussel
Ondernemingsnummer 0401.574.852.
Rechtspersonenregister

* * *

Opgericht blijkens akte verleden door notaris Edouard Van Halteren, te Brussel, op zeven juli negentienhonderd en vier, gepubliceerd in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van tweeëntwintig/drieëntwintig juli negentienhonderd en vier, onder nummer 3899.

Waarvan de statuten voor het laatst gewijzigd werden blijkens akte van notaris Damien Hisette, geassocieerde notaris te Brussel, van 26 september 2014, bekendgemaakt in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad op 22 oktober daarna onder nummers 14192963 en 14192964.

GOEDKEURING VAN EEN BEPALING INZAKE CONTROLEWIJZIGING HERNIEUWING VAN DE MACHTIGING TOT HET TOEGESTAAN KAPITAAL STATUTENWIJZIGING

HET JAAR TWEEDUIZEND ZESTIEN

Op zesentwintig april

Ten zetel van de vennootschap

Voor Damien HISETTE, geassocieerde notaris te Brussel.

Werd gehouden de bijzondere en buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de naamloze vennootschap UMICORE, met zetel te Brussel (1000 Brussel), Broekstraat, 31.

-* Bureau *-

De vergadering wordt geopend om 18 uur 30 minuten onder het voorzitterschap van de heer Thomas LEYSEN, wonende te 2020 Antwerpen, Dennenlaan 9.A.

De Voorzitter stelt aan als secretaris Mevrouw Géraldine NOLENS, wonende te Etterbeek, Sint-Michielslaan 54.

De Voorzitter kiest als stemopnemers de heer André MIRZAN, wonende te Elsene, Louizalaan 505 en de heer Richard BROUCKMANS, wonende te 4032 Chénée, Place Josphe Willem 11 bus 93.

-* Samenstelling van de vergadering *-

Zijn op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd de aandeelhouders waarvan de identiteit evenals het aantal stemmen waarvan zij titularis zijn, vermeld zijn op de hieraan gehechte aanwezigheidslijst, die door al de aanwezige aandeelhouders en volmachtdragers, de leden van het bureau en de notaris werd ondertekend.



De erin vermelde volmachten zullen hieraan gehecht blijven.

-* Voorafgaandelijke uiteenzetting *-

Er wordt uiteengezet:

I. Agenda.

Dat huidige vergadering als agenda heeft:

A. Bijzondere algemene vergadering

1. Goedkeuring van een bepaling inzake controlewijziging.

Voorstel van besluit:

- Goedkeuring, overeenkomstig artikel 556 van het Wetboek van vennootschappen, van artikel 7.2 van de overeenkomst van doorlopende kredietverlening (“*revolving facility agreement*”) van 30 oktober 2015 tussen Umicore (als ontleners) en verschillende financiële instellingen (als kredietverstrekkers), dat de kredietverstrekkers vrijstelt van verdere kredietverstrekking (met uitzondering van rolkredieten) en hen zelfs, onder bepaalde voorwaarden, het recht toekent om hun verplichtingen onder de overeenkomst eenzijdig te beëindigen waardoor alle hen verschuldigde bedragen (uitstaande leningen, lopende intresten en alle andere bedragen) onmiddellijk opeisbaar en betaalbaar worden, indien een persoon of groep van in onderling overleg handelende personen de controle over Umicore zou(den) verwerven.

B. Buitengewone algemene vergadering

1. Hernieuwing van de bevoegdheid toegekend aan de raad van bestuur in het kader van het toegestaan kapitaal.

- a. Verslag van de raad van bestuur overeenkomstig artikel 604 van het Wetboek van vennootschappen houdende opgave van de bijzondere omstandigheden waarin de raad van bestuur gebruik kan maken van het toegestaan kapitaal en van de hierbij nagestreefde doeleinden.
- b. Voorstel om het bestaande toegestaan kapitaal te schrappen en een nieuwe machtiging te verlenen aan de raad van bestuur om het kapitaal te verhogen.

Voorstel van besluit:

- De algemene vergadering beslist om de bestaande machtiging, zoals toegekend aan de raad van bestuur op 26 april 2011, op te heffen. Zij beslist om een nieuwe machtiging te verlenen aan de raad van bestuur om het kapitaal van de vennootschap in één of meer malen te verhogen met een maximum bedrag van EUR 50.000.000 voor een termijn van vijf jaar. Bijgevolg beslist de algemene vergadering om de tekst van artikel 6 der statuten (“toegestaan kapitaal”) te vervangen door de volgende bepalingen:

“Ingevolge een beslissing van de buitengewone algemene vergadering van 26 april 2016, is de raad van bestuur gemachtigd, voor een periode van vijf jaar vanaf de datum van bekendmaking van bovenvermelde beslissing in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad, om het maatschappelijk kapitaal te



verhogen met maximum EUR 50.000.000 (vijftig miljoen euro) volgens de schikkingen die de raad van bestuur zal bepalen.

De raad kan deze verhoging in één of meerdere keren tot stand brengen, zowel door geldelijke inbrengen als, behoudens de wettelijke beperkingen, door inbrengen in natura, alsook door de omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves of van uitgiftepremies, met of zonder het creëren van nieuwe effecten. Deze verhogingen kunnen aanleiding geven tot de uitgifte van aandelen met stemrecht, van converteerbare obligaties alsook van warrants of van andere roerende waarden, gehecht of niet aan andere effecten van de vennootschap of gehecht aan effecten uitgegeven door een andere vennootschap. De raad kan beslissen dat de nieuwe effecten op naam dan wel in gedematerialiseerde vorm zullen uitgegeven worden.

Naar aanleiding hiervan kan de raad het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of opheffen in het belang van de vennootschap en mits eerbiediging van de wettelijke voorwaarden, ten gunste van één of meerdere bepaalde personen, die desgevallend geen personeelsleden zijn van de vennootschap of haar dochtervennootschappen.

Indien de kapitaalverhoging met een uitgiftepremie gebeurt, zal het bedrag hiervan worden toegewezen aan een onbeschikbare reserve genaamd "uitgiftepremie" waar zij enkel geheel of gedeeltelijk zal kunnen uitgenomen worden om in het kapitaal te worden geïncorporeerd, desgevallend door een beslissing van de raad van bestuur gebruik makend van de bevoegdheid die huidig artikel hem verleent, of om gereduceerd of afgeschaft te worden door een beslissing van de algemene vergadering conform artikel 612 van het Wetboek van vennootschappen."

2. Afschaffing van de VVPR strips.

Voorstel van besluit:

- De algemene vergadering stelt vast dat alle aan de VVPR-strips verbonden rechten opgehouden hebben te bestaan, ingevolge de gewijzigde Belgische fiscale wetgeving en beslist daarom tot de formele afschaffing van de 26.694.065 VVPR-strips die de vennootschap in het verleden heeft uitgegeven.

II. Oproepingen.

Dat de bijeenroepingen, die de agenda vermelden, werden gedaan overeenkomstig artikel 533 van het Wetboek van vennootschappen door middel van aankondigingen geplaatst in:

- het Belgisch Staatsblad van 25 maart 2016;
- de dagbladen "L'Echo" en "De Tijd" van 26 maart 2016.

De Voorzitter legt de bewijsnummers op het bureau.

Dat de aandeelhouders op naam, de bestuurders en commissaris bovendien werden opgeroepen bij brief hun verzonden op 25 maart 2016, brief waarvan een kopie op het bureau wordt neergelegd.

III. Quorum.

Dat om geldig te kunnen beraadslagen over het agendapunt onder B.1, de vergadering minstens de helft van het kapitaal moet vertegenwoordigen. Er is



geen aanwezigheidsquorum voor de agendapunten onder A.1 en B.2.

Dat, overeenkomstig artikel 543 van het Wetboek van vennootschappen, gelet op het feit dat UMICORE op dit ogenblik drie miljoen driehonderd tachtigduizend zevenhonderd en negen (3.380.709) eigen aandelen bezit, er slechts rekening wordt gehouden met honderd en acht miljoen zeshonderd negentienduizend tweehonderd eenennegentig (108.619.291) van de honderd twaalf miljoen (112.000.000) bestaande aandelen voor de vaststelling van de voorschriften inzake aanwezigheid die in de algemene vergadering moeten worden nageleefd.

Dat er uit de hieraan gehechte aanwezigheidslijst blijkt dat op 108.619.291 aandelen, huidige vergadering er 66.181.486 vertegenwoordigt bij wijze van nieuwe aandelen na hergroepering en splitsing hetzij een totaal van 132.362.972 stemmen, hetzij meer dan de helft.

IV. Stemrecht - Meerderheid.

Dat, overeenkomstig de statuten en artikel 541 van het Wetboek van vennootschappen, ieder aandeel recht geeft op twee (2) stemmen en ieder helft van aandeel recht geeft op één (1) stem.

Dat om geldig te worden aangenomen, de besluiten betreffende punten A.1 en B.2 van de agenda een gewone meerderheid van stemmen moeten bekomen overeenkomstig artikel 63 van het Wetboek van vennootschappen.

Dat om geldig te worden aangenomen, het besluit betreffende punt B.1 van de agenda een meerderheid van drie vierden van de stemmen moet bekomen overeenkomstig artikel 558 van het Wetboek van vennootschappen.

V. Toelating op de vergadering.

Dat om de vergadering bij te wonen de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders zich geschikt hebben naar artikel 17 van de statuten met betrekking tot de voorwaarden voor toelating op de vergaderingen.

VI. Stemming per briefwisseling

Dat, overeenkomstig artikel 19 van de statuten, de aandeelhouders kunnen stemmen per briefwisseling. De stemming per briefwisseling moet gebeuren middels het daartoe door Umicore opgestelde formulier.

De formulieren van stemming per briefwisseling zullen hieraan gehecht worden.

VII. Verslag - . Hernieuwing van het toegestane kapitaal

Dat de raad van bestuur een verslag heeft opgesteld in toepassing van artikel 604 van het Wetboek van vennootschappen.

Een exemplaar van dit verslag zal hier aangehecht blijven.

VIII. Geldigheid van de vergadering.

Dat, bijgevolg, huidige vergadering geldig is samengesteld om te beraadslagen over de punten op de agenda.

De vergadering erkent de juistheid van deze uiteenzetting, erkent zich eenparig als zijnde geldig samengesteld en bekwaam om te beraadslagen.

IX. Vragen.

De Voorzitter en de aanwezige bestuurders beantwoorden de vragen die hun door de aandeelhouders worden gesteld met betrekking tot de agendapunten.



-* Besluiten *-

Vervolgens legt de Voorzitter volgende besluiten ter stemming voor na een uiteenzetting over de voorstellen op de agenda:

EERSTE BESLUIT - Goedkeuring van een bepaling inzake controlewijziging.

De vergadering beslist, overeenkomstig artikel 556 van het Wetboek van vennootschappen, artikel 7.2 van de overeenkomst van doorlopende kredietverlening ("revolving facility agreement") van 30 oktober 2015 tussen Umicore (als ontleners) en verschillende financiële instellingen (als kredietverstrekkers) goed te keuren, dat de kredietverstrekkers vrijstelt van verdere kredietverstrekking (met uitzondering van rolkredieten) en hen zelfs, onder bepaalde voorwaarden, het recht toekent om hun verplichtingen onder de overeenkomst eenzijdig te beëindigen waardoor alle hen verschuldigde bedragen (uitstaande leningen, lopende intresten en alle andere bedragen) onmiddellijk opeisbaar en betaalbaar worden, indien een persoon of groep van in onderling overleg handelende personen de controle over Umicore zou(den) verwerven.

Beraadslaging.

Het aantal uitgebrachte stemmen voor dit besluit bedraagt 132.362.972. Overeenkomstig artikel 24 van de statuten is het aantal aandelen (na hergroepering) waarvoor een geldige stem werd uitgebracht dubbel zo klein, wat 100 % van het kapitaal bij de opening van de vergadering vertegenwoordigt.

Rekening houdend met de onthoudingen en negatieve stemmen aangegeven in bepaalde volmachten en/of brieven, wordt dit besluit aangenomen met 126.503.126 stemmen voor, 5.136.256 stemmen tegen en 723.590 onthoudingen.

TWEEDE BESLUIT - Hernieuwing van de bevoegdheid toegekend aan de raad van bestuur in het kader van het toegestaan kapitaal.

De algemene vergadering beslist om de bestaande machtiging, zoals toegekend aan de raad van bestuur op 26 april 2011, op te heffen. Zij beslist om een nieuwe machtiging te verlenen aan de raad van bestuur om het kapitaal van de vennootschap in één of meer malen te verhogen met een maximum bedrag van EUR 50.000.000 voor een termijn van vijf jaar. Bijgevolg beslist de algemene vergadering om de tekst van artikel 6 der statuten ("toegestaan kapitaal") te vervangen door de volgende bepalingen:

"Ingevolge een beslissing van de buitengewone algemene vergadering van 26 april 2016, is de raad van bestuur gemachtigd, voor een periode van vijf jaar vanaf de datum van bekendmaking van bovenvermelde beslissing in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad, om het maatschappelijk kapitaal te verhogen met maximum EUR 50.000.000 (vijftig miljoen euro) volgens de schikkingen die de raad van bestuur zal bepalen.

De raad kan deze verhoging in één of meerdere keren tot stand brengen, zowel door geldelijke inbrengen als, behoudens de wettelijke beperkingen, door inbrengen in natura, alsook door de omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves of van uitgiftepremies, met of zonder het creëren van nieuwe effecten. Deze verhogingen kunnen aanleiding geven tot de uitgifte van aandelen met stemrecht, van converteerbare obligaties alsook van warrants of van andere roerende waarden, gehecht of niet aan andere effecten van de vennootschap of gehecht aan effecten uitgegeven door een andere vennootschap. De raad kan beslissen dat de nieuwe effecten op naam dan wel in



gedematerialiseerde vorm zullen uitgegeven worden.

Naar aanleiding hiervan kan de raad het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of opheffen in het belang van de vennootschap en mits eerbiediging van de wettelijke voorwaarden, ten gunste van één of meerdere bepaalde personen, die desgevallend geen personeelsleden zijn van de vennootschap of haar dochtervennootschappen.

Indien de kapitaalverhoging met een uitgiftepremie gebeurt, zal het bedrag hiervan worden toegewezen aan een onbeschikbare reserve genaamd "uitgiftepremie" waar zij enkel geheel of gedeeltelijk zal kunnen uitgenomen worden om in het kapitaal te worden geïncorporeerd, desgevallend door een beslissing van de raad van bestuur gebruik makend van de bevoegdheid die huidig artikel hem verleent, of om gereduceerd of afgeschaft te worden door een beslissing van de algemene vergadering conform artikel 612 van het Wetboek van vennootschappen.

Beraadslaging.

Het aantal uitgebrachte stemmen voor dit besluit bedraagt 132.362.972. Overeenkomstig artikel 24 van de statuten is het aantal aandelen (na hergroepering) waarvoor een geldige stem werd uitgebracht dubbel zo klein, wat 100 % van het kapitaal bij de opening van de vergadering vertegenwoordigt.

Rekening houdend met de onthoudingen en negatieve stemmen aangegeven in bepaalde volmachten en/of brieven, wordt dit besluit aangenomen met 129.847.672 stemmen voor, 2.515.300 stemmen tegen en geen onthoudingen.

DERDE BESLUIT - Afschaffing van de VVPR strips

De algemene vergadering stelt vast dat alle aan de VVPR-strips verbonden rechten opgehouden hebben te bestaan, ingevolge de gewijzigde Belgische fiscale wetgeving en beslist daarom tot de formele afschaffing van de 26.694.065 VVPR-strips die de vennootschap in het verleden heeft uitgegeven.

Beraadslaging.

Het aantal uitgebrachte stemmen voor dit besluit bedraagt 132.362.972. Overeenkomstig artikel 24 van de statuten is het aantal aandelen (na hergroepering) waarvoor een geldige stem werd uitgebracht dubbel zo klein, wat 100% van het kapitaal bij de opening van de vergadering vertegenwoordigt.

Rekening houdend met de onthoudingen en negatieve stemmen aangegeven in bepaalde volmachten en/of brieven, wordt dit besluit aangenomen met 132.362.972 stemmen voor, geen stemmen tegen en geen onthoudingen.

-* Machten *-

Alle machten worden verleend aan Mevrouw Stéphanie Ernaelsteen en Mevrouw Anne-Catherine Guiot, afzonderlijk optredend en met bevoegdheid tot sub-delegatie, voor de coördinatie van de statuten overeenkomstig de door de algemene vergadering van aandeelhouders genomen beslissingen, alsmede alle noodzakelijke formaliteiten te vervullen teneinde het dossier van de vennootschap bij de Kruispuntbank van Ondernemingen aan te vullen en alle noodzakelijke publicaties in het kader van deze beslissingen te verrichten.

-* Recht op geschriften *-

Het recht op geschriften (Wetboek diverse rechten en taksen) bedraagt vijftiennegentig euro (95 EUR) en wordt betaald op aangifte door ondergetekende



notaris.

-* Identiteit van de partijen *-

De identiteit en woonplaats van de comparanten die van de notaris niet gekend zijn, werd vastgesteld op basis van hun identiteitskaart of paspoort.

-* Afsluiting *-

De Voorzitter stelt vast dat de agenda afgehandeld is.

De vergadering wordt opgeheven om 18 uur 40 minuten.

WAARVAN PROCES-VERBAAL

Opgemaakt datum en plaats als hierboven.

Na volledige lezing en toelichting van de akte, hebben de leden van het bureau en de leden van de vergadering die het wensten met de notaris getekend.

